

# LE FINANCEMENT DURABLE DE LA VACCINATION

## Condensé résumé

Volume 3, Numéro 2 | Juin 2011



### Dans ce numéro :

- Le programme SIF commence un nouveau cycle d'activités de plaidoyer spécifiques aux pays
- Les innovations dynamisent le programme SIF
- Madagascar progresse sur ses points d'actions après le colloque
- Le Sri Lanka met en œuvre les points d'actions de Phnom Penh et d'Addis
- Résumé des nouvelles du SIF
- Champion de la vaccination SIF
- Résultats des activités du Programme de Plaidoyer pour le Financement Durable de la Vaccination pour cette période

Now in French!  
Maintenant en français!  
[www.sabin.org/fr](http://www.sabin.org/fr)

Visitez nous en ligne!  
[www.sabin.org/sif](http://www.sabin.org/sif)

## Le programme SIF commence un nouveau cycle d'activités de plaidoyer spécifiques aux pays

L'évaluation de mi-parcours a donné à Sabin et ses agences partenaires une vision plus précise du programme SIF ainsi qu'un ensemble de recommandations pour les trois prochaines années. L'étude conduite par le Boston Consulting Group (BCG) de Février à Avril 2011, a évalué la gestion du projet et les activités de plaidoyer sur le terrain dans six des quinze pays pilotes SIF. L'équipe BCG composée de quatre personnes, a interviewé quatre-vingt et un informateurs en tout. Le 9 Mai 2011, ils ont présenté leurs conclusions lors d'une réunion au siège de Sabin à Washington DC. Etaient présents les dirigeants de Sabin, quatre des cinq responsables locaux du programme SIF et leurs homologues de GAVI, de la Banque Mondiale et de la fondation Bill & Melinda Gates. En résumé, François Rigoud, le chef de l'équipe BCG, a déclaré que le programme SIF a établi une «preuve de concept». Les pays apprécient la nouvelle importance donnée au plaidoyer apportée par Sabin. Il faut également souligner l'importance des "plans d'actions stratégiques" que les évaluateurs ont demandé aux responsables locaux du programme de préparer pour leur pays. Selon l'analyse BCG, 10 des 15 pays s'orientent vers l'objectif de financement de vaccination durable.

Avec une plate-forme de programme SIF établie, l'équipe BCG a recommandé une approche propre à chaque pays plus intense. Puisant dans leurs plans d'actions stratégiques, les responsables locaux du programme SIF ont développé un nouvel outil de planification. Ils l'utilisent avec leurs homologues nationaux pour adapter leur prochaine série d'activités de plaidoyer pour le financement de la vaccination soutenue par Sabin. Les plans qui seront mis en œuvre d'août 2011 à juillet 2012, sont issus des points d'actions formulés par chaque pays durant le colloque d'Addis organisé par Sabin en Mars 2011. Les responsables du programme utilisent l'outil pour cartographier les points sur les activités et les jalons dans le protocole du programme SIF. Les activités qui en résultent sont également insérées dans les plans du PEV pluriannuel compréhensif (PPAC). Pour aider à augmenter le financement national de la vaccination, le Cameroun, la RD du Congo et le Népal vont organiser des séances d'information pour les élus infranationaux sur le financement de la vaccination. En suivant l'exemple de l'Ouganda, Madagascar et le Népal étudieront la législation de santé existante. Dans la majorité des pays, les parlementaires préparent une nouvelle législation qui établira de nouvelles sources de revenus pour la vaccination. Plus d'échanges de pairs entre les législateurs sont prévus entre les pays du SIF. Le Sri Lanka, le Népal et Madagascar ont créé des comités inter-institutionnels pour mettre en œuvre leurs plans d'actions stratégiques.

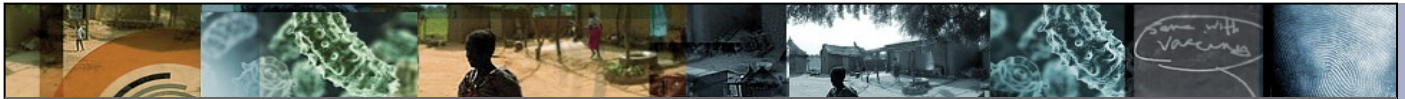


Une photo de la session d'examen finale de SIF avec le Boston Consulting Group (BCG) évaluant le programme Sabin. De gauche à droite : Violaine Mitchell (Fondation Bill & Melinda Gates); Santiago Cornejo (GAVI Alliance); Rama Lakshminarayanan (Banque Mondiale); Mike McQuestion, Directeur de SIF (Sabin); Ciro de Quadros, Vice-président exécutif (Sabin); James Joseph, Directeur, (Arnold & Porter, LLP.)

## Les innovations dynamisent le programme SIF

Un responsable de vaccination regarde les dépenses du programme ainsi que la couverture vaccinale et les données épidémiologiques. Son homologue du ministère des Finances, curieux de connaître l'efficacité du programme, attend son rapport. Pas très loin, les membres des comités parlementaires de santé et du budget prennent connaissance des récentes données de performance du programme de vaccination pendant qu'ils examinent le budget de santé proposé pour l'année prochaine.

Après des années de retard, le président a demandé au ministre de la santé de lancer rapidement le programme national de décentralisation. Le ministre commence par la vaccination. Il réalise que le financement du programme de vaccination est précaire. Il a besoin de trouver d'autres sources de revenus. Les élus des dix provinces du pays ont accepté de cofinancer le programme mais il n'y a pas de mécanisme de partage des recettes. Ni de moyens pour les organisations privées d'investir. Le ministère des finances développe un mécanisme de partenariat public-privé qui va résoudre ce problème. La vaccination passera du statut de programme à celui d'une division du ministère de la santé, garantissant ainsi une ligne budgétaire sécurisée. Un fonds unique recevra et gèrera les fonds au niveau infranational gouvernemental et privé. Un conseil d'administration public-privé supervisera les fonds et les opérations du programme de vaccination. (suite p.2)



## Les innovations dynamisent le programme SIF (suite)

(suite de la p. 1)

Ce sont des exemples des innovations que les pays SIF poursuivent dans leurs efforts pour rendre leurs programmes de vaccination économiquement viable. Dans chaque cas, les responsables de santé, les experts en finance, les chefs d'entreprises et les législateurs se rassemblent pour concevoir de nouvelles méthodes de financement. Sabin documente et partage ces innovations au sein des quinze pays pilotes. Les résultats jusqu'ici pointent vers ce que [Dobbins et al \(2007\)](#) appelle un processus de diffusion de politique constructiviste.

Quel est le moteur de ces innovations ? La théorie sociale apporte un éclairage .

Premièrement, les innovations sont rares parce qu'elles comportent des risques . Qu'est ce qui motive les individus à le faire ? Les motivations varient. Les décideurs savent que de nouveaux mécanismes de financement sont nécessaires avant que les financements externes ne s'épuisent sinon il y aura un prix politique à payer. Les responsables des ministères concernés souhaitent faire progresser leurs carrières ou utilisent le cas de la vaccination pour booster leurs autres projets . En soutenant la vaccination, les élus montrent à leurs électeurs qu'ils font leur travail. Les entreprises savent qu'elles peuvent recueillir des crédits de responsabilité sociale d'entreprise en y contribuant. Mais il y a une autre finalité qui les motive tous. La participation à cette action collective pour SIF apporte des récompenses personnelles. Qui n'aimerait pas penser qu'il a contribué à quelque chose d'aussi transcendant qu'un programme qui sauve continuellement des vies de jeunes ? La force de cette action collective a été prouvée au colloque SIF de Sabin à Addis-Abeba en Mars dernier.

Au niveau organisationnel, mélanger les fonctionnaires et engager des nouveaux partenariats avec des parties prenantes modifie leurs environnements institutionnels. Comme les attentes extérieures changent, les organisations sont plus susceptibles d'innover. Elles le font pour se légitimer, à savoir, pour s'adapter à ce nouvel environnement ([Di Maggio and Powell 1981](#)). Mais est-ce que se sont les bonnes innovations? Vont-elles réellement résoudre le problème du financement de la vaccination ? En théorie l'expérience prédit que oui. Dans le processus d'action collective, les acteurs au sein des institutions surveillent et apprennent les uns des autres. Ils partagent leurs connaissances et atteignent une compréhension commune des problèmes qu'ils rencontrent. Ce tamisage et vannage produit des innovations intelligentes ([Sabel 1994](#)). Si les résultats sont positifs - si les nouvelles pratiques rapprochent le pays des objectifs de SIF - alors ces innovations seront probablement institutionnalisées.

### Références

Dobbins, Frank, Beth Simmons et Geoffrey Garrett. 2007. La diffusion globale de politiques publiques: Construction sociale, contrainte, compétition, ou apprentissage ? Revue annuelle de sociologie, Vol. 33: 449-472. DOI: 10.1146/annurev.soc.33.090106.142507

DiMaggio Paul et Walter F. Powell. 1981. La cage de fer revisitée : L'isomorphisme institutionnel et la rationalité collective dans les champs organisationnels . Revue sociologique Américaine, Vol. 48, No. 2 (Apr., 1983), pp. 147-160.

Sabel, Charles F. 1994. Learning by Monitoring: The Institutions of Economic development. In Neil Smelser and Richard Swedberg, eds., Handbook of Economic Sociology, Princeton: Princeton University

## Madagascar progresse sur ses points d'actions après le colloque

Madagascar progresse vite dans la mise en œuvre des points d'action façonnés par ses délégués durant le colloque sponsorisé par Sabin en Mars 2011 à Addis sur le financement durable de la vaccination. A Antananarivo, un deuxième atelier organisé par Sabin sur le financement durable de la vaccination a eu lieu le 22 Juin 2011. Quatre des six délégués d'Addis faisaient parti des participants ainsi que 10 autres parlementaires et 29 homologues gouvernementaux. Étaient également présents des représentants de l'OMS et de l' UNICEF. Le Directeur du programme SIF Mike McQuestion et la responsable locale du programme SIF Helene Mambu-Ma-Disu y ont représenté Sabin.

L'atelier a été ouvert par Dr. TAFANGY Philedon Bernard, directeur général pour la santé. Après avoir résumé les principaux résultats du colloque d'Addis, le responsable du PEV Dr. RAKOTOMANGA Louis Marius, a décrit la fragilité du financement national de la vaccination de Madagascar. A la mi-année, il a signalé que le programme était confronté à un déficit de financement de 1.3m US\$ pour le reste de 2011. Des budgets précédemment approuvés n'ont pas été décaissés par le gouvernement en raison des crises politiques et économiques prolongées. Les districts risquent une pénurie de carburant menaçant l'intégrité de la chaîne de froid. Des fonds pour payer d'exceptionnelles obligations de cofinancement de GAVI n'ont pas encore été identifiés. Pour compliquer les choses, le ministère de santé alloue régulièrement une partie des fonds qu'il reçoit pour la vaccination à d'autres programmes. Dr. RAKOTOMANGA a appelé les participants à unir leurs efforts pour résoudre ces problèmes de financement à court terme. Il a proposé la création d'un groupe consultatif national d'immunisation afin d'inclure des représentants des trois principales institutions nationales, le secteur privé et les organisations de services communautaires.

S'exprimant au nom du ministère des finances et du budget , le directeur de la programmation et la budgétisation, Mr. RASOLOELISON Lantoniaina, a souligné que la vaccination est actuellement masquée par d'autres priorités provoquées par la crise. Le ministère des finances et du budget est

(suite p.3)



## Madagascar progresse sur ses points d'actions après le colloque (suite)

(suite de la p.2)  
 prêt à décaisser plus de fonds pour la vaccination, a-t-il ajouté, si le ministère de la Santé le demande. En outre, il y a maintenant des fonds inutilisés au sein du ministère de la Santé qui pourraient être réaffectés au PEV. Mr. RASOLOELISON a encouragé les homologues des deux ministères à continuer à travailler ensemble pour résoudre les problèmes de gestion financière.

Comme d'autres pays, Madagascar a besoin de trouver de nouvelles sources de financement à long terme pour la vaccination. Le Dr. RAJOELINA Aro; délégué à Addis et député, a informé les participants d'un deuxième point d'action d'Addis : un « projet de loi » qui codifiera les aspects techniques et créera un fonds national de vaccination. Le fonds permettra un accord de financement public-privé afin que les donateurs privés puissent contribuer. Les députés explorent de nouvelles sources de revenus, y compris une taxe sur la téléphonie mobile et les frais de transactions financières. La Commission de Santé rédige actuellement le projet de loi. Les députés ont l'intention d'achever les travaux, de présenter et d'adopter la Loi de vaccination avant les élections de Décembre 2011.

Le lendemain, le ministère de la Santé a organisé une réunion de planification avec le groupe consultatif national et l'équipe Sabin. Les activités de plaidoyer proposées pour l'année à venir ont été discutées. Les représentants du ministère des finances et du budget étaient les *Chargés de Secteurs Sociaux* Mr. RANAIVOSON Harifidy Andriambala et Mr. TATAMIARISOA Landry. Une partie importante du plan de plaidoyer consistera à analyser et de produire des rapports de dépenses réguliers du programme du PEV. L'équipe du PEV va utiliser ces résultats pour montrer aux décideurs budgétaires l'efficacité avec laquelle le programme est géré. Cela permettra de compléter la nouvelle approche budgétaire basée sur la performance en cours de développement au sein du ministère des Finances et du Budget, a commenté M. RANAIVOSON. D'autres stratégies de plaidoyer assistées par Sabin incluront des séances d'information semi-annuelles, des séances d'information pour les médias et le secteur privé, une étude des lois de santé existantes et des échanges entre pairs avec d'autres pays pilotes SIF.

"Madagascar était le dernier pays pilote SIF à commencer mais ils ont déjà rattrapé les autres", a commenté Dr. Mambu. Elle prévoit deux autres visites dans le pays en Septembre et Décembre 2011.

## Le Sri Lanka met en œuvre les points d'actions de Phnom Penh et d'Addis



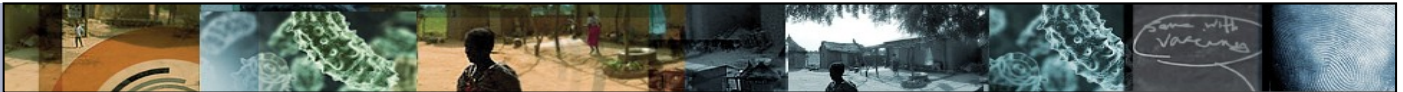
Prise le 23 Juin 2011 au parlement du Sri Lanka, lors d'une séance d'information. Photographiés de gauche à droite, sont : Dr. Ramesh Pathirana (Député); Dr. Paba Palihawadana (Ministère de la Santé); Député du Ministre de la Santé Hon Lalitha Dissanayake (Député); Hon. Dr. Devendra Prasad Gnawali (SIF Sabin); Hon. Wijeyadasa Rajapakse (Député); Hon. Dr. Sudarshini Fernandopulle (Député); Mrs. Nandini Ranawaka (personnel parlementaire) and Mr. Murugiah Ramamoorthy

Les homologues SIF du Sri Lanka s'apprêtent à mettre en œuvre les points d'action qu'ils ont proposé à la troisième réunion d'information internationale sur le financement durable de la vaccination (Phnom Penh, Cambodge, 21-22 Octobre 2010) et au colloque d'Addis (28-29 Mars 2011), selon le responsable local du programme Devendra Gnawali. Un nouveau comité interinstitutionnel de surveillance du PEV a été créé récemment par le ministère de la santé. Ses membres comprennent des parlementaires représentant les comités des finances et de la santé; des représentants des ministères des finances et de la santé; un fonctionnaire des douanes et un représentant d'une association nationale privée prestataire de santé. Le Comité de suivi du PEV se réunira trimestriellement et tiendra le Parlement régulièrement informé des performances techniques et financières du programme de vaccination.

Un deuxième point d'action est de mieux réguler les prestataires de services de vaccination du secteur privé. Le ministère de la santé travaille avec un conseil de régulation du secteur médical privé pour élaborer les réglementations. Entre autres objectifs, la nouvelle réglementation donnera au ministère de la Santé des rapports périodiques sur les dépenses et le financement de la vaccination privée.

Le Sri Lanka tiendra également des séances d'information infranationales sur le financement de la vaccination pour les conseillers provinciaux élus, en commençant avec quatre des neuf provinces du pays en Août 2011. Ceux-ci seront complétés par un exposé national qui impliquera les 225 membres du parlement. Ces activités de plaidoyer supportées par Sabin ont été insérées dans le nouveau plan pluriannuel compréhensif de vaccination 2012-2016 (PPAc) du Sri Lanka.

A l'exception de 2007, le Sri Lanka a financé 90% ou plus de son programme régulier de vaccination depuis 2000 ([http://apps.who.int/immunization\\_monitoring/en/globalsummary/indicatorselect.cfm](http://apps.who.int/immunization_monitoring/en/globalsummary/indicatorselect.cfm)). Le pays est sur la bonne voie pour devenir le premier pays pilote SIF à atteindre l'objectif de financement durable de la vaccination.



## Résumé des nouvelles du SIF

- Du 9 au 14 Mars, 2011, les responsables locaux du programme SIF Clifford Kamara, Jonas Mbwangue, Helene Mambu-Ma-Disu et Devendra Prasad Gnawali se sont réunis à Washington pour une formation continue et une série de séances d'information au siège du Sabin Vaccine Institute.
- Cet été, le bureau de DC du SIF Sabin accueille Emilie Koum Besson en tant que nouvelle stagiaire. Originaire du Cameroun, Emilie est une étudiante de 23 ans de l'ESCD 3A de Lyon. Emilie actualise le site web du programme en faisant des recherches sur les mécanismes de financement et procède à la transcription du colloque SIF d'Addis-Abeba.
- Du 2 au 4 Mai 2011, le Directeur du SIF, Mike McQuestion, a assisté à la conférence "Global Vaccines 202X: Access, Equity, Ethics", au Franklin Institute Science Museum à Philadelphie, PA au USA. La présentation composée de deux parties peut être consultée [ici](#) et [ici](#).
- En Janvier 2010, la fondation Bill & Melinda Gates (BMGF) a annoncé l'allocation de 10 md US\$ supplémentaires pour lancer la Décennie des Vaccins (DoV). Mené par l'OMS, l'UNICEF, la fondation de Bill & Melinda Gates et l'Institut national américain des allergies et des maladies infectieuses, le but de la coopération DoV est de favoriser l'innovation dans cet axe de santé prioritaire. Les groupes de travail développent des stratégies dans quatre domaines principaux : Livraison, Accès global, Soutien public & politique et la Recherche & Développement. Ciro de Quadros, le vice-président exécutif de Sabin siège au comité directeur de la DoV. Le responsable local du programme SIF Clifford Kamara et le Directeur du SIF Mike McQuestion sont membres du groupe de travail sur la livraison. Cliquez [ici](#) pour plus d'informations sur la coopération DoV.

## Champion de la vaccination SIF



Champion de la vaccination: Hon. Rajoelina Aro Tafohasina Herinalinjaka

Honorable RAJOELINA Aro Tafohasina Herinalinjaka est docteur en médecine et membre du parlement national de Madagascar. Il a assisté au colloque de financement durable de la vaccination (SIF) à Addis-Abeba en Ethiopie, en Mars. Depuis, il est devenu un chaînon clé dans le projet SIF du pays. Hon. Dr Aro a déclaré "La vaccination s'est avérée être une méthode efficace pour protéger les populations vulnérables contre les maladies les plus redoutées."

En 2010, le Programme Elargi de Vaccination de Madagascar (PEV) a atteint environ 80% des enfants âgés de moins d'un an. Pour améliorer et renforcer ce programme, une législation sur la vaccination doit être adoptée, reconnaît Hon. Dr. Aro. Il poursuit en disant que le programme de vaccination national malgache devrait être soutenu par son gouvernement, afin que ce dernier puisse contribuer à sa viabilité. "La mise en œuvre de manière durable du programme de vaccination fera croître les avantages, déjà ressentis, par les vaccins," a-t-il ajouté. C'est pour sa vision et son dévouement au financement durable de vaccination à Madagascar que nous avons choisi Hon. RAJOELINA Tafohasina Herinalinjaka Aro comme étant le Champion de vaccination reconnu de ce numéro.

## Résultats des activités du Programme de Plaidoyer pour le Financement Durable de la Vaccination pour cette période

Jalon/Activité (1.I.11 - 30.VI.11)	Réalisé ce trimestre	Cumulatif (1.IX.09-30.VI.11)	Détails:
Visite de terrain dans les pays SIF (à l'exception des pays avec un responsable en chef du programme résidant)	11	56	Kenya, Sénégal (2), Mali (2), Liberia (2), Madagascar, Kenya, Sri Lanka (2)
Briefings parlementaires nationaux	5	44	Cameroun, Sénégal, Mali, Madagascar, Sri Lanka
Briefings parlementaires sous-régionaux	0	10	Aucun ajouté ce trimestre
Réunions des partenaires internationaux	5	39	Réunion des partenaires Sabin, Formation (Washington DC, 6/11) • Décennie des vaccins (New York, 6/11) • Décennie des vaccins (Genève, 5/11) • GAVI Nouvelle réunion d'examen indépendant des propositions de vaccination (Genève, 5/11)
Les activités de plaidoyer insérées dans PPAC	7	19	Mali, Cameroun, Sierra Leone, Madagascar, Kenya, Népal, Sri Lanka
Les échanges entre pairs impliquant des pays cibles SIF	0	28	Aucun ajouté ce trimestre
Augmentation du budget national PEV de routine	7	16	Sénégal, Cambodge, Mali, Cameroun, Népal, Sri Lanka, Kenya

*Le Financement Durable de la Vaccination est une initiative de Sabin Vaccine Institute  
Financé par une subvention généreuse de la fondation Bill et Melinda Gates*



2000 Pennsylvania Avenue NW, Suite 7100  
Washington, DC, USA 20006

[www.sabin.org/sif](http://www.sabin.org/sif) — [www.sabin.org/fr](http://www.sabin.org/fr) (en français)  
sif@sabin.org